



DCAF
a centre for security,
development and
the rule of law

Forum Afrique sur la RSS

« La réforme du secteur de la sécurité : élément clé des processus de stabilisation et de consolidation de la paix en Afrique »

24-26 novembre 2014

Organisé par l'Union africaine (UA) à Addis-Abeba, Éthiopie

Avec la coopération des Nations Unies, de l'Union européenne, du Réseau africain du secteur de la sécurité (ASSN), de la République slovaque

Avec le soutien de l'Équipe internationale de conseil au secteur de la sécurité (ISSAT) du DCAF

Objectif du Forum

Apporter des éléments complémentaires et capitaliser sur les développements récents en matière de cadres politiques, d'approches et d'outils pour la réforme du secteur de la sécurité (RSS). Identifier des étapes concrètes, telle la création du Groupe africain des amis de la RSS, et mieux définir le rôle de soutien de l'UA à la RSS, en collaboration avec d'autres organisations régionales, multilatérales, et sous-régionales.

Introduction

La sécurité est universellement reconnue comme fondamentale pour assurer la vie et les moyens de subsistance des populations; elle constitue un catalyseur pour le développement politique, économique et social, ce qui a été souligné par la résolution 2151 du Conseil de sécurité des Nations Unies sur la RSS. Ces dernières années, le nombre, l'ampleur et la complexité des programmes et des processus de RSS en Afrique s'est accru, et il est évident que la RSS a gagné du terrain dans les discours et les programmes de développement, de consolidation de la paix et post-conflit. L'UA considère la RSS comme l'un des éléments essentiels des programmes de paix, de sécurité et de développement durable en Afrique. On constate une augmentation similaire du nombre et des types d'acteurs qui s'engagent plus facilement ou plus directement dans des processus de RSS.

En janvier 2008, la Conférence des chefs d'États et de gouvernements de l'UA a encouragé la Commission à développer un cadre d'orientation sur la RSS. Un long processus de consultation et de rédaction a été mené, sous la houlette de l'UA, auprès des États membres, des Communautés économiques régionales et des représentants de la société civile, ainsi qu'avec le soutien de l'Unité RSS du Département des opérations de maintien de la paix des Nations Unies et de l'ASSN. A la suite de ce processus, le Cadre d'orientation a été adopté par les chefs d'États et de gouvernements de l'UA lors du Sommet de janvier 2013.

Des développements clés en matière normative, parmi lesquels l'adoption du [Cadre d'orientation sur la RSS de l'UA](#) et la publication du [deuxième Rapport du Secrétaire général des Nations Unies sur la RSS](#) d'août 2013, ainsi que l'adoption à l'unanimité de la [Résolution 2151 du Conseil de sécurité des Nations Unies](#) (la première résolution entièrement consacrée à la RSS), ont en outre stimulé la dynamique de la politique et les actions de programmation de la RSS en Afrique.

Ces documents ont également attiré l'attention sur les défis majeurs auxquels les organisations multilatérales, régionales et sous-régionales et les donateurs bilatéraux sont confrontés lorsqu'ils soutiennent les processus nationaux de RSS : défis en vue de la construction d'institutions de sécurité efficaces, efficientes et responsables dans des environnements complexes, en voie de stabilisation,¹ de consolidation de la paix² ou en développement.

Malgré l'augmentation du montant des ressources allouées à la RSS sur le continent africain, les succès inégaux des processus de RSS pour s'attaquer aux causes profondes de l'insécurité, ainsi que de nouvelles et changeantes menaces contre la sécurité nécessitent d'évaluer si l'on utilise bien les bons outils, concepts et approches. Les succès variés de la RSS dans la consolidation de la paix, ou encore dans les contextes de développement, exigent également de porter attention là où existent encore des lacunes dans la conception et la mise en œuvre d'actions de RSS. C'est le moment opportun pour faire le point sur les tendances et les opportunités actuelles en matière de RSS et pour examiner si les approches, les structures, les normes et les processus nationaux, régionaux et internationaux actuels s'adaptent bien aux évolutions des sources actuelles de l'insécurité. Les débats exploreront également comment mettre en pratique dans l'avenir la multitude de leçons et de bonnes pratiques identifiées dans les programmes et les processus de RSS considérés comme étant des succès en Afrique.

Le Forum Afrique sur la RSS 2014 vise à offrir une plate-forme de dialogue et d'échanges aux hauts fonctionnaires gouvernementaux et aux experts engagés dans les actions de RSS sur le continent. Cet événement prévu sur trois jours sera l'occasion d'examiner les leçons à tirer de la gamme complète des processus de RSS développés à travers le continent, y compris dans des contextes comme ceux de la Somalie, la République centrafricaine, le Soudan du Sud et le Mali. Les discussions devraient permettre de déterminer comment la communauté internationale et les organisations régionales et sous-régionales en particulier (notamment l'UA et les Communautés économiques régionales), pourraient renforcer à l'avenir leur soutien aux processus de RSS.

Contexte

Cet événement fait suite au succès du [Panel de haut niveau sur la RSS en Afrique de l'est de 2012](#). Plusieurs développements importants ont eu lieu depuis, dont notamment l'adoption du Cadre d'orientation sur la RSS de l'UA en janvier 2013 et la publication du deuxième Rapport du Secrétaire général des Nations Unies sur la RSS « Sécurité des États et des sociétés : renforcer l'appui global apporté par l'Organisation des Nations Unies à la réforme du secteur de la sécurité » en août 2013, et par l'adoption à l'unanimité de la Résolution 2151 du Conseil de sécurité des Nations Unies en avril 2014, documents clés qui contribueront à alimenter et encadrer les débats.

¹ Par stabilisation, on entend une combinaison d'instruments militaires, humanitaires, politiques et économiques visant à apporter la « stabilité » dans les zones touchées par les conflits armés et les situations d'urgence complexes ; elle peut être considérée comme ayant une portée beaucoup plus large en matière de changement, en terme géographique et historique. En effet, la stabilisation est liée à une longue histoire, très variée d'interventions (libérales ou non) dans les sociétés et les États. Source : <http://www.odi.org/sites/odi.org.uk/files/odi-assets/publications-opinion-files/5978.pdf>

² « Une série de mesures ciblées pour réduire le risque de tomber ou de retomber dans le conflit en renforçant les capacités nationales à tous les niveaux de gestion des conflits et de jeter les bases pour la paix et le développement durable. Les stratégies de consolidation de la paix doivent être cohérentes et adaptées aux besoins spécifiques du pays concerné, reposer sur l'appropriation nationale et devraient comprendre une série d'activités limitées visant à atteindre les objectifs ci-dessus soigneusement priorisés, séquencés ». <http://www.un.org/fr/peacebuilding/pbso/pbun.shtml>

En particulier, le Cadre d'orientation sur la RSS de l'UA nouvellement adopté vise à guider la RSS à travers le continent et représente une étape importante dans la promotion de l'appropriation africaine des activités actuelles de RSS, et à donner un caractère africain aux approches prédominantes de la RSS dans les contextes de maintien de la paix, de reconstruction post-conflit et de consolidation de la paix. Ce document entend mettre en place les normes et standards sur la façon dont devraient être assurés la surveillance, la mise en œuvre et les conseils en termes de RSS aux échelons national, sous-régional et régional. Le rôle et le renforcement des organismes de contrôle parlementaire à travers le continent sont cruciaux à cet égard. Enfin, le présent cadre d'orientation imagine que les approches régionales de la RSS finiront par former des ensembles bien structurés, primordiaux pour la stratégie continentale de l'UA sur la RSS. En effet, la coopération et l'intégration régionale constituent une composante essentielle du Cadre d'orientation sur la RSS de l'UA, qui indique clairement que les Communautés économiques régionales sont les « principaux acteurs dans toutes les politiques et stratégies continentales de la paix et de la sécurité » (par. 69).

Le défi, cependant, consiste à s'engager progressivement dans la mise en œuvre de la politique. À cet égard, la Commission de l'UA, soutenue par les Nations Unies et l'Union européenne s'est efforcée de renforcer sa capacité à traiter les questions de RSS par son programme pluriannuel intitulé « [Construire les capacités de l'Union Africaine dans la réforme du secteur de sécurité](#) », qui vise à développer une série de notes d'orientations techniques de l'Union Africaine sur la RSS, à fournir des formations aux Communautés économiques régionales, et à lancer une série d'évaluations conjointes sur la RSS par l'Union Africaine, les Nations Unies et l'Union européenne.

En 2012, l'Afrique du Sud est devenue co-présidente avec la Slovaquie du Groupe des amis de la RSS aux Nations Unies, aidant à diriger et à encadrer les débats sur le sujet aux Nations Unies. En outre, en janvier 2013, les missions permanentes du Nigéria et de l'Afrique du Sud auprès des Nations Unies ont organisé le deuxième Forum de haut niveau intitulé « [Construire des partenariats pour la réforme du secteur de la sécurité en Afrique: leçons apprises et pistes d'avenir](#) », faisant suite à un événement réussi en mai 2010. La Banque africaine de développement a permis de pousser plus loin l'agenda sur la RSS en soulignant l'importance de la RSS dans son rapport 2013 du Groupe de haut niveau intitulé « [Mettre fin aux conflits et consolider la paix en Afrique : un appel à l'action](#) » en indiquant certaines des lacunes existantes dans les discours sur la sécurité, notamment la gestion des finances publiques.

En 2013, le deuxième Rapport du Secrétaire général des Nations Unies sur la RSS a mis en évidence les progrès considérables de l'engagement et du soutien des Nations Unies pour la RSS dans les environnements fragiles et difficiles, ainsi que quelques limitations et défis actuels clés. Tandis que la coordination globale au niveau du système des Nations Unies a été améliorée – notamment grâce au développement des [Notes d'orientation techniques sur la RSS des Nations Unies](#) qui ont aidé à constituer un cadre global commun au sein des Nations Unies pour soutenir les processus de réforme menés à l'échelle nationale – le rapport identifie également les défis politiques de l'engagement dans la RSS, la nécessité de mieux aborder les questions d'appropriation des processus de RSS, et appelle à un plus grand engagement envers le parlement, les organisations de la société civile et les citoyens. Le Forum Afrique sur la RSS 2014 abordera les progrès et les défis liés à certaines des questions soulevées par le rapport et examinera également les perspectives et opportunités pour mettre en œuvre ses recommandations.

En adoptant à l'unanimité la Résolution 2151 (2014), le Conseil de Sécurité des Nations Unies, sous la présidence du Nigeria, a réaffirmé le rôle central de l'appropriation nationale, a reconnu que la RSS doit soutenir et prendre en compte les processus politiques nationaux au sens large, et a souligné l'importance de renforcer le soutien aux initiatives touchant tout le secteur et visant à

améliorer la gouvernance et la performance globale du secteur de la sécurité. La Résolution demande également aux Représentants et Envoyés spéciaux du Secrétaire général de prendre en compte la valeur stratégique de la RSS dans leur travail et d'en faire l'objet de leurs bons offices.

Enfin, la résurgence de conflits, par exemple dans la région du Sahel ou dans la Corne de l'Afrique, ont mis l'accent sur les dynamiques régionales qui peuvent être des causes profondes d'insécurité et de fragilité. Apparaît ainsi la nécessité d'envisager des approches régionales à la mise en œuvre de la RSS et à l'élaboration de politiques qui vont au-delà des frontières nationales et de construire des réseaux plus efficaces de coopération régionale et de collaboration. Des lacunes dans la gouvernance de la sécurité ont compromis la stabilité dans des pays tels que le Mali, tandis que l'absence de services de sécurité et de justice équitables et inclusifs bien gérés par l'État en République centrafricaine ont limité sa capacité à contenir la violence actuelle.

Le Forum Afrique sur la RSS sera organisé conjointement par l'UA, les Nations Unies, l'Union européenne, le Réseau africain du secteur de sécurité (ASSN), et la République slovaque, avec l'appui d'experts de l'Équipe internationale de conseil au secteur de la sécurité du DCAF (ISSAT, <http://issat.dcaf.ch/fre>). L'objectif est de poursuivre et de capitaliser sur les récents développements des cadres politiques, outils et approches de la RSS et sur le [Panel de haut niveau sur la RSS tenu à Nairobi en 2012](#). Le Forum réunira des responsables et experts gouvernementaux de haut niveau engagés dans la RSS à travers le continent, afin de prendre en compte des défis et des possibilités uniques dans l'engagement et le soutien de la programmation durable de la RSS en Afrique, ainsi que de partager et d'identifier les meilleures pratiques et les enseignements tirés.

Ordre du jour

Jour 1 - 24 novembre 2014

- **Session 1 : Le Cadre d'orientation sur la RSS de l'UA, le deuxième Rapport du Secrétaire général des Nations Unies sur la RSS et l'appui de l'Union européenne à la RSS : opportunités, lacunes et défis de mise en œuvre**

Cette session se penchera sur le rôle et les opportunités dont disposent les organisations internationales, régionales et sous-régionales en matière d'établissement de normes pour la gouvernance du secteur de sécurité. La session s'intéressera également aux tendances et aux défis actuels dans la mise en œuvre du Cadre d'orientation sur la RSS de l'UA à la lumière des recommandations du deuxième Rapport du Secrétaire général des Nations Unies sur la RSS.

- **Session 2 : Vers un Groupe africain des Amis de la RSS**

Cette session donnera l'occasion aux représentants des pays membres de l'UA, des Communautés économiques régionales, des Mécanismes régionaux de prévention, gestion et résolution des conflits, du Parlement panafricain, et d'autres organisations africaines d'exprimer leur soutien à la RSS.

- ***Session 3 : Du rétablissement de la paix à la stabilité - leçons de la Somalie et de la République centrafricaine et/ou de la Libye***

Cette session se penchera sur les besoins spécifiques, la complexité, les tendances, les opportunités et les lacunes dans le développement de processus de RSS durables menés à l'échelle nationale dans des environnements divers de pays en cours de stabilisation et de consolidation de la paix.

- Comment les premières graines de RSS peuvent-elles être semées pendant la phase de stabilisation par les principaux exécutants de celle-ci (à savoir formations militaires et policières des bailleurs de fonds)?
- Comment les besoins en matière de stabilisation et de justice transitionnelle peuvent être rapprochés dans les premiers stades de renforcement de la stabilité?

- ***Session 4 : Du rétablissement de la paix à la stabilité – leçons du Mali et du Soudan du Sud***

Cette session se penchera sur les besoins spécifiques, la complexité, les tendances, les opportunités et les lacunes dans le développement de processus de RSS durables menés à l'échelle nationale dans des environnements divers de pays en cours de stabilisation et de consolidation de la paix.

- Quels changements de programme RSS sont envisagés ou mis en œuvre au Mali pour assurer une meilleure gouvernance et responsabilisation du secteur de la sécurité?
- Qu'est-ce qui doit être fait / poursuivi au Soudan du Sud pour le ramener dans un processus de RSS?

- ***Session 5 : Comblar les lacunes dans la réforme du secteur de sécurité – améliorer l'efficacité, l'efficience et la responsabilisation***

Cette session explorera la nécessité de rééquilibrer les processus et les programmes de la RSS, principalement focalisés sur le renforcement des capacités vers des actions donnant une égale importance à une utilisation efficace, efficiente et responsable de ces ressources. La séance étudiera toutes les approches novatrices existantes dans les processus de la RSS visant à combler les lacunes observées dans les réglementations établies, les services fournis, la gestion et la décentralisation des finances publiques. En outre, la session sera chargée d'examiner les défis de la bonne adéquation des processus de la RSS en cours aux capacités locales et de renforcer l'appropriation et la durabilité des programmes de soutien à la RSS.

- ***Session 6 : Débat ouvert aux participants***

Cette session sera l'occasion de laisser la parole au public et d'entamer la discussion afin de tirer des leçons de la RSS et leurs implications pratiques. Le rôle des panélistes présents durant cette session sera d'encadrer les questions et d'aider à synthétiser les éléments clés qui pourront être retenus de cette discussion.

Jour 3 - 26 novembre 2014

- **Session 7 : Durabilité de la RSS - une perspective à long terme**

La discussion lors de cette session mettra l'accent sur le partage d'expériences, l'identification de ce qui a fonctionné et des défis qui existent toujours en matière de durabilité pour des pays qui ont conduit (ou sont en train de conduire) une réforme des secteurs de la justice ou de la sécurité. Le Kenya et le Nigéria seront pris comme exemples durant cette session.

- **Session 8 : Le rôle des organisations sous-régionales et des acteurs nationaux dans la réforme du secteur la sécurité et les dynamiques régionales qui peuvent jouer sur son efficacité : le cas du Sahel et / ou de la Corne de l'Afrique**

Cette session se penchera sur les possibilités de développer encore davantage les capacités des organisations sous-régionales à jouer un rôle de premier plan dans l'établissement de normes et de standards, dans le suivi et l'évaluation ainsi que dans le soutien à la mise en œuvre des processus de RSS. La session examinera également l'impact des questions de sécurité régionale sur les processus nationaux de RSS et explorera les perspectives et opportunités pour le développement d'approches régionales à la RSS. Avec un œil critique, la session se penchera sur les possibilités de promouvoir plus activement et d'encourager le travail des différents acteurs concernés dans les processus nationaux de RSS.

- **Session 9 : Conclusions**